

2

Partie

Présentation de l'Autorité

Présentation de l'Autorité

Partie 2

1.	L'organisation de l'ARCEP	47
	A. Le Collège	47
	B. L'organigramme	48
2.	Le fonctionnement de l'Autorité	49
	A. Les indicateurs de l'activité de l'ARCEP	49
	B. Les moyens de l'ARCEP	52
	C. La transparence et la concertation avec les acteurs	57

CHAPITRE 1

L'organisation de l'ARCEP

A. Le Collège

Le Collège en janvier 2008



Au premier rang, de gauche à droite : Joëlle Toledano, Paul Champsaur (président), Gabrielle Gauthey. Au deuxième rang, de gauche à droite : Nicolas Curien, Patrick Raude, Denis Rapone, Edouard Bridoux.

Le Collège de l'Autorité est composé de sept membres. Pour garantir l'indépendance de l'institution, les membres ne sont pas révocables et leur mandat de six ans n'est pas renouvelable. Cette indépendance repose également sur le mode de désignation des membres du Collège : trois d'entre eux sont nommés par le président de la République. Les quatre autres sont respectivement désignés par le président de l'Assemblée nationale et par le président du Sénat.

Trois membres du Collège ont été nommés par décret du président de la République :

- ◆ en qualité de président : Paul Champsaur ;
- ◆ en qualité de membres : Edouard Bridoux et Patrick Raude.

Deux membres du Collège ont été nommés par le président du Sénat :

- ◆ en qualité de membres : Nicolas Curien et Denis Rapone.

Deux membres du Collège ont été nommés par le président de l'Assemblée nationale :

- ◆ en qualité de membres : Gabrielle Gauthey et Joëlle Toledano.

B. L'organigramme

au 17 mars 2008



CHAPITRE 2

Partie 2

Le fonctionnement de l'Autorité

A. Les indicateurs de l'activité de l'ARCEP

1. Les avis et décisions

L'action de l'ARCEP se traduit par l'adoption d'avis et de décisions.

En 2007, le Collège a adopté 1 114 avis et décisions.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Avis et décisions adoptés	458	1 047	1 159	1 365	1 299	1 200	1 340	1 126	1 160	1 287	1 114

Source : ARCEP.

1.1 Les avis

L'Autorité est consultée pour avis sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs au secteur postal ou à celui des communications électroniques. Elle peut également donner des avis au Conseil de la concurrence lorsqu'elle est saisie¹.

L'ARCEP a rendu 69 avis en 2007, dont :

- ◆ 21 avis sur des projets de loi, de décret et d'arrêté;
- ◆ 9 avis donnés au Conseil de la concurrence;
- ◆ 3 avis sur des décisions tarifaires de La Poste;
- ◆ 23 avis sur des décisions tarifaires de France Télécom;
- ◆ 10 avis donnés à l'Agence nationale des fréquences;
- ◆ 3 avis sur des demandes diverses.

¹ - Articles L.5-8 et L. 36-10 du CPCE.

1.2 Les décisions

Une activité importante du régulateur dans le domaine des communications électroniques est d'attribuer des ressources aux opérateurs, que ce soit en

numérotation ou en fréquences. Elle représente plus de la moitié des décisions adoptées par le Collège.

L'ARCEP établit et gère le plan national de numérotation téléphonique et attribue (*"dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires"*), des numéros ou blocs de numéros aux opérateurs qui en font la demande². Chaque attribution de numéros donne lieu à une décision individuelle. Il en est de même pour l'attribution des autorisations d'utilisation des fréquences aux opérateurs³.

2 - Art. L. 44 du CPCE.

3 - Art. L. 42-1 du CPCE.

Sur les 1 114 décisions adoptées par l'Autorité en 2007 :

- ◆ 239 décisions concernent les ressources en numérotation, dont 3 décisions de portée générale;
- ◆ 793 les ressources en fréquences, dont 4 décisions de portée générale;
- ◆ 10 les autorisations postales;
- ◆ 3 des règlements de différends, dont 1 décision relevant du secteur postal.

Par ailleurs, 16 procédures de sanction ont été ouvertes en 2007.

2. Les opérateurs autorisés

2.1 Les opérateurs de communications électroniques

Le régime déclaratif

4 - Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle, JO du 10 juillet 2004.

La loi du 9 juillet 2004⁴ a modifié considérablement le cadre réglementaire applicable en France, non seulement du point de vue du régime d'autorisation lui-même mais également en ce qui concerne le périmètre des acteurs soumis à déclaration.

Ainsi, l'article L.33-1 du CPCE dispose que l'établissement et l'exploitation des réseaux ouverts au public et la fourniture au public des services de communications électroniques sont libres, sous réserve d'une déclaration préalable auprès de l'Autorité.

Le régime d'encadrement préalable de la liberté d'exercice des activités de télécommunications (autorisation) a donc cédé la place à un régime où la liberté s'exerce immédiatement sur simple déclaration.

Toutefois, le régime d'autorisation est maintenu en ce qui concerne l'utilisation de ressources rares (fréquences et numéros).

5 - La liste complète des opérateurs télécoms déclarés auprès de l'ARCEP est disponible sur le site Internet de l'Autorité : www.arcep.fr.

Au 31 décembre 2007, l'ARCEP recensait 762 opérateurs autorisés ou déclarés⁵ : 737 opérateurs fixes, 22 opérateurs mobiles et 3 opérateurs à la fois fixes et mobiles.

La forte progression du nombre d'opérateurs déclarés en 2007 est une conséquence de la levée du caractère expérimental des réseaux RLAN ouverts au public (Wifi) en avril 2007.

6 - Attention : certains opérateurs peuvent être à la fois opérateurs mobiles et MVNO, et ne sont alors autorisés qu'une seule fois. C'est le cas par exemple d'Afone.

En effet, depuis cette date, l'exploitation des réseaux ouverts au public utilisant cette technologie doit seulement faire l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité. Le basculement du régime expérimental au régime général applicable aux opérateurs de communications électroniques a concerné 201 opérateurs en 2007.

C'est au total 364 nouveaux opérateurs qui se sont déclarés en 2007.

Fin 2007, huit des opérateurs mobiles déclarés ou autorisés l'étaient pour l'outre-mer et 12 étaient des opérateurs mobiles virtuels (MVNO)⁶.

Au cours de l'année, 18 opérateurs fixes ont déclaré mettre fin à leur activité: 12 d'entre eux fournissaient un service téléphonique.

2.2 Les opérateurs postaux

En 2007, l'ARCEP a délivré 10 autorisations postales.

Au total, la France compte 20 opérateurs postaux autorisés au 18 mars 2008⁷. Deux d'entre eux ont une autorisation leur permettant d'exercer une activité à l'échelle nationale: La Poste et Adrexo.








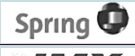












Il est à noter que le groupe Spir Communication, maison mère d'Adrexo, a annoncé début 2008 qu'il envisageait l'arrêt de son réseau dédié courrier Adrexo Mail dans les mois à venir, compte tenu du délai supplémentaire de deux ans (1^{er} janvier 2011 au lieu du 1^{er} janvier 2009) décidé par le Parlement européen et le Conseil pour l'ouverture totale du secteur à la concurrence⁸, et des déconvenues subies en Europe par des groupes privés sur le marché de la distribution adressée⁹.

7 - La liste complète des opérateurs postaux autorisés est disponible sur le site Internet de l'Autorité : www.arcep.fr.

8 - Cf. partie 3, chapitre 1, A.

9 - Cf. communiqué des résultats financiers du Groupe Spir pour 2007, 20 février 2008, disponible sur www.spir.fr.

Les autorisations postales délivrées par l'ARCEP au 18 mars 2008

Nom de l'entreprise	Date de l'autorisation	Activité autorisée	Marque / logo
Adrexo	13 juin 2006	correspondance intérieure	
Alternative Post	19 avril 2007	correspondance intérieure	
Althus	7 septembre 2006	correspondance intérieure	
Courrier Plus	2 octobre 2007	correspondance intérieure	
Courrier Services 03	28 juin 2007	correspondance intérieure	
De Post-La Poste (Belgique)	5 décembre 2006	correspondance transfrontalière sortante	
Deutsche Post AG	29 juin 2006	correspondance transfrontalière sortante	
Deutsche Post Global Mail France	15 mars 2007	correspondance transfrontalière sortante	
DHL Express France SAS	25 octobre 2007	correspondance transfrontalière sortante	
G3 Worldwide France	5 décembre 2006	correspondance transfrontalière sortante	
IMX France	22 juin 2006	correspondance transfrontalière sortante	
JS Activ'	19 avril 2007	correspondance intérieure	
La Poste (France)	26 octobre 2006	correspondance intérieure et correspondance transfrontalière sortante	
LET France routage	25 octobre 2007	correspondance intérieure et correspondance transfrontalière sortante	
Press' tissimo	31 mai 2007	correspondance intérieure	
ProCourier	28 juin 2007	correspondance intérieure	
Royal Mail	15 mars 2007	correspondance transfrontalière sortante	
Solgeco 26	5 décembre 2006	correspondance intérieure	
Stamper's	7 septembre 2006	correspondance intérieure	
Swiss Post International	7 septembre 2006	correspondance transfrontalière sortante	

3. Les contentieux

Les décisions prises par l'Autorité sont susceptibles de recours devant les juridictions administratives (Conseil d'Etat pour les décisions du Collège ou tribunal administratif pour celles prises, en vertu de leur pouvoir propre, par le président ou le directeur général). Les décisions statuant sur des règlements de différends relèvent, quant à elles, de la Cour d'appel de Paris.

En 2007, sept décisions ont fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat et six devant le tribunal administratif. Un recours a été déposé devant la Cour d'appel de Paris contre une décision de règlement de différend, et une décision de cette même cour a fait l'objet d'un recours devant la Cour de cassation.

Par ailleurs, quatre saisines de l'Autorité concernant des demandes de règlements de différends ont été enregistrées et 16 procédures de sanctions ont été ouvertes.

Décisions ayant fait l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat pour lesquelles un arrêt a été rendu en 2007

Demandeurs	Date du recours	Objet du recours	Objet du litige	Arrêts rendus
SFR	28 mars 2006	Décision implicite de l'Autorité	Recours en annulation de la décision implicite de l'ARCEP rejetant le recours tendant à ce que l'Autorité prenne dans un délai raisonnable une décision sur l'état de la concurrence dans le marché de gros de l'accès au départ d'appel sur les réseaux mobiles	Arrêt du 25 avril 2007 : rejet
Région Rhône-Alpes	14 février 2007	Décision de l'Autorité du 6 juillet 2006	Recours en annulation de la décision n°06-0666 du 6 juillet 2006 relative au résultat de la procédure de sélection des candidats à l'obtention d'une autorisation d'utilisation des fréquences de BLR disponibles dans la bande 3,4-3,6 GHz en vue d'établir et d'exploiter sur le territoire de la région Rhône-Alpes des réseaux ouverts au public et qui n'a pas retenu la région Rhône-Alpes	Arrêt du 16 novembre 2007 : rejet

B. Les moyens de l'ARCEP

1. Les moyens budgétaires

Pour 2007, la dotation budgétaire de l'ARCEP a été fixée par le Parlement à 21,95 millions d'€ d'autorisations d'engagement et 21,75 millions d'€ de crédits de paiement, dont 13,77 millions d'€ pour les dépenses de personnel. Les crédits de fonctionnement sont fixés à 8,18 millions d'€ d'autorisations d'engagement et 7,98 millions d'€ de crédits de paiement (hors report de crédits de fonctionnement).

La détermination des besoins budgétaires de l'exercice 2007 a été effectuée dans le cadre de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances). L'ARCEP

constitue l'action 08 "régulation des communications électroniques et des postes" du programme 199 "régulation et sécurisation des échanges de biens et services". Ce programme est l'une des composantes de la mission ministérielle du MINEFI "Développement et régulation économiques".

En 2008, le montant total de la dotation budgétaire pour 2008 s'élève à 22,43 millions d'€ en autorisations d'engagement et 22,23 millions d'€ de crédits de paiement, dont 8,43 millions d'€ en autorisations d'engagement et 8,23 millions d'€ en crédits de paiement consacrés au fonctionnement. L'effectif budgétaire plafond mesuré selon les normes de la LOLF est de 174 équivalents temps plein. La légère augmentation de la dotation 2008 de l'ARCEP (+ 2 %) est essentiellement due à la montée en charge de l'activité de régulation dans le secteur postal, ainsi qu'à l'ajustement contractuel et légal du loyer des locaux de l'Autorité.

Pour 2007, il ressort de la comptabilité analytique de l'Autorité que les coûts totaux ordonnancés¹⁰ – c'est-à-dire les dépenses effectives au cours de l'année – se sont élevés à 20,8 millions d'€, dont 6,5 millions d'€ correspondant aux coûts administratifs liés à la gestion et au suivi du régime des autorisations générales et individuelles délivrées par l'ARCEP. Le montant facturé aux opérateurs en 2007 au titre de la taxe administrative et de la redevance de gestion s'est élevé quant à lui à 7 millions d'€.

Taxes et redevances

L'Autorité assure, pour le compte du budget général de l'Etat, des ordres de paiement en ce qui concerne les taxes et redevances.

Outre la taxe administrative due par tous les opérateurs de communications électroniques, une taxe de numérotation est due au titre des attributions et réservation de numéros. Aussi, les titulaires d'autorisations de fréquences sont également soumis au paiement de redevances de mise à disposition et de gestion des fréquences qu'ils utilisent.

En 2007, l'ARCEP a facturé 238 millions d'€ de redevances principalement issues des redevances de fréquences (attribution des licences Wimax, renouvellement des autorisations d'utilisation des fréquences GSM) et 40 millions d'€ de taxes de numérotation et taxes administratives. **Ces montants ont été intégralement reversés au budget général de l'Etat.**

10 - Ces coûts sont uniquement ceux de l'ARCEP, et ne tiennent pas compte des coûts encourus par d'autres entités administratives, comme le ministère de l'Industrie ou l'Agence nationale des fréquences (ANFr), chargés de suivre certains dossiers en commun avec l'Autorité.

2. Le système d'information

L'Autorité s'est dotée en 2007 d'un système d'information fondé sur la technologie des serveurs virtuels. Cette démarche innovante permet plus de souplesse dans l'utilisation des ressources tout en garantissant la sécurité de l'information. Il est ainsi possible d'accéder à la messagerie professionnelle depuis son accès Internet, à domicile par exemple, ou à partir d'un téléphone mobile.

3. La documentation

Le centre de documentation de l'ARCEP dispose d'un fonds documentaire très spécifique, de nature réglementaire, économique et technique, couvrant aussi bien l'Europe que l'international dans le domaine des télécommunications ainsi que dans le domaine postal. Il traite des demandes internes et externes.

Le centre de documentation de l'ARCEP reçoit le public sur rendez-vous, l'après-midi (tél. : + 33 1 40 47 70 48).

Un tiers des demandes extérieures provient de sociétés du secteur des télécommunications, le reste étant issu de professions juridiques, d'administrations, d'universitaires, de consultants, de banques, de journalistes et de particuliers.

Outre la mise en place d'un système de veille juridique, économique et technique pour diffuser une information au plus près de l'actualité du secteur, la documentation a acheté, en 2007, une vingtaine d'études multi-clients auprès d'une douzaine de consultants.

Elle a également mis en place, sur l'Intranet de l'Autorité, un système de diffusion sélective de l'information (DSI) qui alerte en temps réel les collaborateurs de l'arrivée et de la disponibilité de documents pertinents pour leur activité (base Alexandrie).

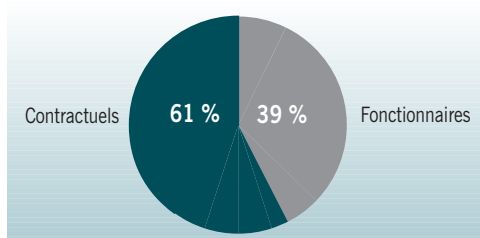
4. Les ressources humaines

En 2007, 20 personnes ont été recrutées.

Les effectifs de l'Autorité sont passés de 163 collaborateurs au 31 décembre 2006 à 165 au 31 décembre 2007 (75 femmes, 90 hommes).

Au 31 décembre 2007, l'Autorité comptait 64 fonctionnaires et 101 contractuels (contre 66 et 97 un an auparavant). L'Autorité compte 122 emplois de catégorie A, un nombre en légère diminution par rapport à l'année précédente (77,3 % de l'effectif fin 2006 et 74,4 % de l'effectif fin 2007).

Répartition des effectifs au 31 décembre 2007



La moyenne d'âge des agents au 31 décembre 2007 est de 41 ans (48 ans pour les fonctionnaires et près de 36 ans pour les contractuels).

L'effort de formation professionnelle et de participation aux colloques des agents de l'Autorité s'est élevé à 172 100 € en 2007.

Le comité technique paritaire de l'Autorité a été consulté à deux reprises :

- ◆ en juin 2007, sur les dispositions en matière de déontologie applicables aux agents;
- ◆ en décembre 2007, sur une évolution de la politique de rémunération et sur le transfert de la mission Consommateurs du service Administration et Ressources humaines à la direction générale.

La deuxième réunion de la commission consultative paritaire, créée en 2005 pour examiner les cas individuels des agents contractuels, s'est tenue en décembre 2007.

5. Les enquêtes et les études commanditées par l'ARCEP

L'évolution rapide du secteur, la technicité et l'importance des questions liées à la régulation ont amené l'ARCEP à recourir à des expertises de nature technique, économique, statistique ou juridique.

Les travaux des cabinets de consultants permettent à l'ARCEP de bénéficier de compétences spécialisées, d'avis neutres et extérieurs. Il s'agit donc le plus souvent d'outils de travail qui ne sont pas destinés à être rendus publics. Néanmoins, certaines études, enquêtes d'usages ou enquêtes de qualité de service ont vocation à informer le secteur, notamment les consommateurs, et sont mises à la disposition du public sur le site internet de l'Autorité.

En 2007, le budget consacré aux études s'est élevé à 1 464 514 €. Vingt-quatre études ont été engagées pour un montant moyen de 61 021 € et une durée moyenne de 6 mois.

Les études, pourquoi, comment ?

A quoi cela sert-il ?

Le recours à des expertises techniques, économiques, statistiques ou juridiques externes est nécessaire pour assister l'Autorité dans l'exercice de ses missions. Il s'agit de répondre à un certain nombre de besoins difficiles à satisfaire en interne, faute de temps ou de compétence spécifique, ou encore par besoin d'une interface "neutre" avec les opérateurs.

D'autres études correspondent à des engagements d'origine réglementaire de type "audit" ou à des enquêtes de mesure de la qualité de service (téléphonie mobile, services 118...) pour le bénéfice du consommateur. Enfin, l'Autorité achète des études de marché non disponibles en études multi-clients.

Au total, plus d'une soixantaine de consultants ont fait bénéficier l'ARCEP de leur expertise depuis 1997, date de la création de l'Autorité.

Le contrôle déontologique des cabinets d'études est-il assuré ? Un soin minutieux est apporté à ce que l'intervention du consultant sélectionné pour réaliser l'étude ne pose pas de problème de conflit d'intérêts et l'Autorité veille à ce que le consultant respecte avec ses collaborateurs l'obligation de confidentialité qu'elle lui fait signer.

Des études sont-elles réalisées en partenariat avec d'autres entités ?

Oui et l'intérêt est double : le périmètre de l'étude est plus riche et elle coûte bien moins cher...

Ainsi, depuis 2003, l'Autorité fait réaliser conjointement avec le Conseil général des technologies de l'information (CGTI) une enquête annuelle sur la diffusion et les usages des technologies de l'information dans la société française, qui permet de suivre, année après année, la diffusion des équipements télécoms dans le grand public (lignes téléphoniques fixes, téléphones mobiles, accès à Internet) et de donner des informations sur le rythme d'adoption et de développement des nouveaux services (SMS+, Wap, Wifi, commerce électronique, télévision via ADSL, moyens de paiements mobiles...).

Autre exemple, les enquêtes de qualité de service mobile sont toujours cofinancées avec les opérateurs. L'Autorité est toujours propriétaire de la

méthodologie, des résultats, de l'utilisation et du choix de la communication de ces enquêtes.

Comment être informé des études que l'ARCEP va mener ?

Les titres des études sont publiés au Bulletin officiel d'annonces des marchés publics (BOAMP) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité (www.arcep.fr) : les consultants sont invités à s'abonner à la liste de diffusion du site pour recevoir les "nouveau-tés", parmi lesquelles figurent les études que l'ARCEP projette de "lancer".

Liste thématique des principales études externes 2007

Régulation
Evaluation des paramètres nécessaires au taux de rémunération du capital des opérateurs fixes, mobiles et d'un opérateur de télédiffusion
Régulation des marchés fixes et mobiles
Assistance sur la régulation des terminaisons d'appel mobiles
Modèles européens de régulation de la terminaison d'appel mobiles
Suivi des tarifs des communications fixes et mobiles relatives au marché résidentiel
Benchmark international sur la portabilité des numéros et la constitution d'annuaires
Régulation des marchés du haut débit et collectivités locales
Enquête sur la disponibilité fourreaux
Modèles européens régulation du bitstream/dégroupage
Spécifications techniques des infrastructures de génie civil pour réseaux FTTH
Service universel
Audit sur le chiffre d'affaires en services de communications électroniques 2006
Répartition géographique des coûts de génie civil de la boucle locale de France Télécom
Consommation, usages et marchés
Benchmark des nouveaux services mobiles et des marchés, convergence fixe-mobile
Marché des réseaux d'infrastructure radioélectriques (satellites)
Diffusion et usage des technologies de l'information et de la communication dans la société française*
Enquête sur les comportements des utilisateurs de mobiles
Construction d'indicateurs statistiques liés aux forfaits dans les communications électroniques et à la convergence des services
Comparaison de quelques grands concepts utilisés par les pays en matière d'évaluation statistique des marchés

Qualité de service et consommateurs

Qualité de service des opérateurs mobiles (2G-3G) voix 2006/2007

Qualité de service des opérateurs mobiles (2G-3G) données 2006/2007

Assistances

Gestion du spectre

Concurrence dans les oligopoles avec structure verticalement intégrée

Démarche qualité

Régulation du secteur postal

Analyse économique de l'activité du routage en France

Audit du fichier des trafics postaux

Impact client des nouvelles grilles tarifaires pour les envois de marketing direct "CQC"

* Enquête pilotée conjointement par le Conseil général des technologies de l'information (CGTI) et l'ARCEP

C. La transparence et la concertation avec les acteurs

L'exercice de la régulation, pour qu'il soit efficace et irrécusable, demande à l'institution qui en est responsable d'avoir une approche impartiale vis-à-vis de son environnement. Le dialogue avec les différents acteurs concernés (élus, associations de consommateurs, acteurs économiques, etc.) et la diffusion de l'information sont à cet égard des facteurs essentiels au succès des actions menées et à leur compréhension par l'ensemble des acteurs concernés.

Afin d'assurer pleinement ses missions, l'ARCEP s'appuie sur une panoplie de moyens d'information, qu'elle a mis en œuvre et qu'elle fait évoluer au gré des besoins. Elle sollicite également régulièrement l'avis du secteur et suscite le dialogue, voire le débat, sur les sujets qu'elle suit.

1. La charte de déontologie

L'ARCEP est une autorité administrative indépendante. Cette indépendance, tant à l'égard des pouvoirs politiques que des acteurs économiques et sociaux, se traduit pour les membres de l'Autorité pendant et après la durée de leurs fonctions, par le respect, d'une part, des exigences déontologiques s'appliquant à tous les agents publics et, d'autre part, d'obligations particulières, propres à l'exercice de ces fonctions.

C'est pourquoi l'Autorité a adopté en 2007 une charte de déontologie¹¹ qui s'applique aux membres du Collège. Elle rappelle les principes déontologiques s'imposant à tout agent public et précise aussi les dispositions déontologiques spécifiquement applicables aux membres de l'Autorité.

Les règles déontologiques qui s'appliquent à tout agent public sont les suivantes :

- ◆ le respect du secret professionnel ;
- ◆ l'obligation de discrétion, tout particulièrement pendant la durée des procédures de règlements de différends et des procédures de sanctions pour répondre à l'exigence d'impartialité qui s'impose aux membres de l'ARCEP ;

11 - Décision de l'ARCEP
n° 07-0461
du 7 juin 2007.

- ◆ le devoir de réserve, qui impose que toute expression publique doit être notifiée au président de l'Autorité afin qu'il s'assure qu'aucune position engageant l'ARCEP ne soit prise en contradiction avec celle de l'institution;
- ◆ le départ, lorsqu'un membre de l'Autorité estime en conscience, au regard des principes d'impartialité et d'indépendance, qu'il ne peut prendre part aux délibérations sur un des sujets inscrits à cet ordre du jour;
- ◆ l'interdiction de la prise illégale d'intérêts, comme stipulé par la loi du 13 juillet 1983 interdisant aux fonctionnaires de *“prendre, par eux-mêmes ou par personne interposée, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle ils appartiennent ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre leur indépendance”*.

La charte de déontologie prévoit des dispositions particulières aux membres de l'ARCEP:

- ◆ l'interdiction de la prise, directe ou indirecte, d'intérêts dans les entreprises du secteur postal ou des secteurs des communications électroniques, de l'audiovisuel ou de l'informatique;
- ◆ les incompatibilités : la fonction de membre de l'ARCEP est incompatible avec tout mandat national ainsi que toute activité professionnelle et tout autre emploi public;
- ◆ l'interdiction d'être membre de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques (CSSPPCE);
- ◆ la commission de déontologie : les anciens membres de l'Autorité doivent recueillir l'avis de la commission de déontologie s'ils souhaitent exercer une activité dans le secteur privé, alors qu'ils ont quitté l'ARCEP depuis moins de cinq ans.

2. Les actions d'information menées par l'Autorité en direction des différents publics concernés

L'Autorité dispose d'une gamme d'outils de communication qui garantissent à l'ensemble du secteur l'information la plus exhaustive possible tant sur la teneur des travaux de l'institution que sur le secteur lui-même.

2.1 Arcep.fr, le site Internet de l'Autorité

Le site Internet de l'ARCEP est le support privilégié, en français et en anglais, de la diffusion de l'information de l'Autorité. Mémoire de l'institution, il rassemble toutes les informations publiques, présentes comme passées, mises à la disposition de tous. Actualisé au quotidien, il répond au nécessaire besoin d'instantanéité de l'information dans un secteur en perpétuelle évolution.

Pour en faciliter l'utilisation, des "accès ciblés" réunissent, dans un espace dédié, l'ensemble des informations indispensables au public ciblé dans ses relations avec l'ARCEP (formulaires, FAQ, par exemple), ainsi que les dernières actualités pouvant toucher ses centres d'intérêt. Trois catégories d'utilisateurs sont visées : les collectivités territoriales, les consommateurs et les opérateurs.



Les principales informations accessibles en ligne sont aussi diffusées par courriel sur simple inscription sur le site Internet. Les deux listes de diffusion – télécommunications et secteur postal – sont bilingues (français et anglais).

Quelques chiffres clés du site *Arcep.fr* :

- ◆ 2 732 710 visiteurs se sont connectés au site de l'Autorité en 2007 (plus de 1,5 de visiteurs supplémentaires comparé à 2006), soit une moyenne quotidienne de 7 486 visiteurs ; le site totalise 9,9 millions de visiteurs cumulés en 9 ans ;
- ◆ plus de 24 millions de pages vues en 2007 (le double du nombre de pages vues comparé à 2006), soit une moyenne quotidienne de 67 222 pages ;
- ◆ la page la plus consultée en 2007 a été le Guide juridique pour les opérateurs locaux et les collectivités (62 055 fois) ; *La Lettre de l'Autorité* dédiée aux consommateurs arrive ensuite (56 050 demandes) ;
- ◆ fin mars 2008, 14 877 personnes étaient abonnées à la liste de diffusion télécom en français (plus de 1 000 en anglais) et 1 477 à la liste de diffusion dédiée au secteur postal (73 en anglais).

2.2 *Appel118.fr*, le site pour les renseignements téléphoniques

Depuis le 3 avril 2006, les consommateurs peuvent accéder à de nouveaux services de renseignements téléphoniques en composant le 118 suivis de trois chiffres.

Pour informer les utilisateurs, l'ARCEP a mis en place un site Internet¹² permettant de consulter la liste des services 118 ouverts, leurs principaux tarifs ainsi que, depuis le 30 novembre 2006, l'historique de l'évolution de ces tarifs.

Des réponses aux questions les plus fréquentes sur les 118 (accès, choix, facturation, etc.) et l'annuaire universel (inscription dans l'annuaire, droits des abonnés, etc.) complètent ce dispositif d'information régulièrement mis à jour.

Le site *Appel118.fr* a été beaucoup moins consulté en 2007 avec 161 977 visiteurs uniques¹³ dans l'année. Au total, plus de 990 000 personnes auront consulté le site depuis son ouverture fin 2005.

2.3 *La Lettre de l'Autorité*

Il s'agit d'une lettre bimestrielle diffusée gratuitement à plus de 6 000 exemplaires¹⁴.

Dans chaque numéro, un **dossier thématique** présente un domaine particulier des activités de l'ARCEP et en dégage les grandes problématiques : les dix ans de l'Autorité, la séparation fonctionnelle, les consommateurs et le "dividende numérique" ont été les grands sujets abordés en 2007.

Des **rubriques récurrentes**, qui sont autant de repères et de clés pour mieux appréhender l'action, le rôle et le fonctionnement de l'Autorité (analyses économiques, secteur postal, aspects juridiques, consommateurs, vie de l'ARCEP) complètent le contenu.

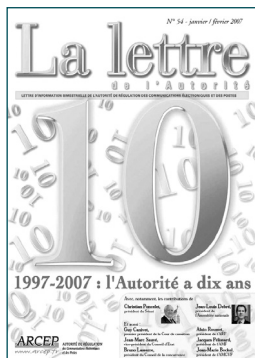
Enfin, pour élargir le champ de réflexion du lecteur en nourrissant le débat d'idées, *La Lettre* donne régulièrement la parole aux acteurs du secteur sous forme d'interviews.

12 - www.appel118.fr.

13 - *Visiteur unique* : on comptabilise chaque adresse IP différente connectée quel que soit le nombre de visites effectuées par cette même adresse, contrairement à la notion de visites multiples où plusieurs connexions peuvent correspondre au même visiteur : ce dernier est alors compté plusieurs fois.

14 - Une version PDF est aussi disponible en téléchargement sur le site Internet de l'ARCEP (la liste de diffusion de l'Autorité compte 10 000 abonnés, soit autant de lecteurs pour la version électronique de "La Lettre").

En janvier 2007, *La Lettre* a salué le dixième anniversaire de l'Autorité par un numéro exceptionnel dans lequel de nombreuses personnalités ont témoigné de l'impact et du rôle de la régulation sur le secteur des télécommunications depuis 1997. Messieurs Christian Poncelet et Jean-Louis Debré, qui étaient respectivement président du Sénat et président de l'Assemblée nationale, ont notamment participé à ce numéro.



2.4 Les Entretiens de l'Autorité

Depuis 1997, l'Autorité organise régulièrement des "Entretiens" sur des thèmes directement ou indirectement liés à son champ de compétence. C'est l'occasion d'aborder de manière ouverte des sujets souvent complexes, d'échanger des points de vue, en particulier à travers l'expérience d'intervenants étrangers, et de s'adonner à des exercices de prospective.

Les 11^{es} Entretiens de l'Autorité¹⁵, derniers en date, se sont tenus à Paris, le 26 mars 2007. Une vingtaine d'experts représentant les acteurs économiques, le monde académique, les consommateurs, ainsi que les autres régulateurs, se sont réunis pour discuter de l'économie des mobiles devant une assemblée de près de 200 participants.

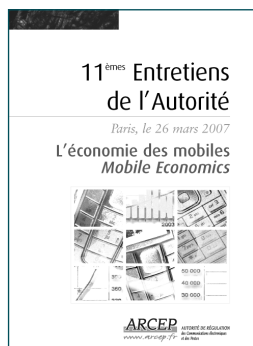
Les précédents Entretiens de l'Autorité¹⁶ avaient notamment abordé les enjeux de la régulation postale (2005) ou encore les enjeux de l'intervention des collectivités territoriales dans les télécoms (2004).

2.5 Le dialogue avec les collectivités : le CRIP

L'équipement numérique des territoires est un enjeu économique et politique important.

Avec l'adoption de la loi pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004¹⁷, les collectivités peuvent intervenir dans le domaine des télécommunications, en créant ou en subventionnant l'établissement de réseaux haut débit sur leur territoire.

Dans ce contexte nouveau et devant l'importance du sujet et les attentes des acteurs, l'Autorité a proposé, fin 2004, un lieu de rencontre et d'échange aux collectivités et aux opérateurs : le Comité de réseaux d'initiative publique (CRIP).



15 - L'intégralité de la conférence peut être visionnée sur le site Internet de l'ARCEP :
<http://www.arcep.fr/index.php?id=9145>.

16 - La liste complète des Entretiens de l'Autorité est disponible sur le site Internet de l'ARCEP :
www.arcep.fr.

17 - Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique,
 JO du 22 juin 2004.

Fin 2007, 86 réseaux d'initiative publique étaient engagés ou en projet. L'ensemble de ces projets de collectivités représentait fin 2006 un montant d'environ 1,4 milliard d'€ d'investissements, tant publics que privés.

Le CRIP s'est réuni quatre fois en 2007 : en séance plénière le 15 mars et en séances restreintes les 23 janvier, 27 juin et 19 novembre. Deux problématiques majeures ont été traitées au cours de l'année passée : la couverture des zones blanches du haut débit et le déploiement des réseaux très haut débit dans les zones d'activité et les zones résidentielles. Ces thèmes de travail ont donné lieu à approfondissement au sein de deux groupes de travail spécifiquement dédiés.

Les travaux du Comité ont également été à l'origine de la publication de plusieurs documents¹⁸, en particulier un guide juridique destiné aux opérateurs et aux collectivités, qui présente sous une forme synthétique les droits et obligations qui s'attachent à la qualité d'opérateur de réseau ou de fournisseur de services de communications électroniques¹⁹.

2.6 Le comité des consommateurs

Il s'agit d'une structure de travail, de dialogue et d'échange mise en place fin 2007 pour apporter des solutions aux problématiques liées aux consommateurs dans le cadre des compétences de l'ARCEP.

Ce comité rassemble les associations de consommateurs ainsi que des institutions publiques (INC, DGCCRF, DGE, le médiateur des communications électroniques). Les opérateurs peuvent y être conviés, selon les sujets.

Le comité des consommateurs se réunit une fois par an en séance plénière pour établir le bilan de son activité et fixer l'orientation du programme de travail pour l'année suivante. Des travaux sont conduits par des groupes et sous-groupes qui se réunissent régulièrement au cours de l'année.

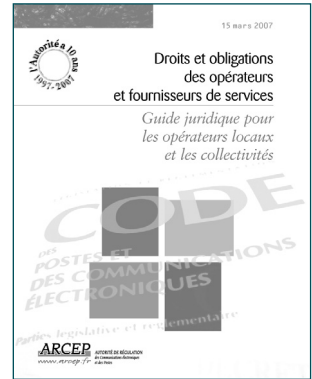
La réunion de lancement du comité de consommateurs s'est tenue le 17 décembre 2007. Trois autres réunions techniques lui ont succédé au cours du premier semestre 2008 :

- ◆ en février 2008, sur le thème du très haut débit (mutualisation de la fibre optique, législation à venir);
- ◆ en mars 2008, sur des problématiques relatives au secteur postal (la qualité de service, l'accès aux boîtes aux lettres dans les immeubles équipés d'un système Vigik, l'envoi de petits objets au tarif lettre);
- ◆ en mai 2008, sur des problématiques liées aux télécommunications telles que la qualité de service des offres d'accès et la terminaison d'appel fixe et mobile.

3. La concertation avec les acteurs du secteur

3.1 Les consultations publiques

Depuis sa création en 1997, l'Autorité consulte régulièrement le secteur sur de nombreux sujets, notamment sur les projets de décisions relatifs aux analyses des marchés pertinents. Il s'agit de recueillir les avis et les commentaires des acteurs intéressés, ce qui garantit le principe de transparence, auquel l'institution est attachée.



18 - L'intégralité
des documents publiés
dans le cadre des travaux
du Comité sont disponibles
sur le site de l'Autorité,
dans l'accès ciblé
consacrés aux collectivités
locales :
<http://www.arcep.fr/index.php?id=2097>.

19 - Publié en mars 2007,
disponible sur le site
Internet de l'Autorité :
<http://www.arcep.fr>.

20 - Cf. site Internet
de l'ARCEP : www.arcep.fr

En 2007, l'ARCEP a consulté le secteur à 27 occasions ²⁰ :

8 mars 2007 : consultation publique relative aux services à valeur ajoutée.

14 mars 2007 : consultation publique relative à l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles.

6 avril 2007 : consultation publique relative aux spécifications des systèmes de comptabilisation, en application de l'article L.5-2 du code des postes et des communications électroniques.

4 mai 2007 : consultation publique sur l'introduction de l'UMTS dans les bandes de fréquences mobiles à 900 et à 1 800 MHz en France métropolitaine.

10 mai 2007 : consultation publique sur la modification des obligations imposées à France Télécom sur les marchés du transit interterritoires.

24 mai 2007 : consultation publique sur l'introduction des systèmes de communications mobiles de troisième génération (UMTS) dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

1^{er} juin 2007 : consultation publique relative à l'allègement de la régulation appliquée aux marchés de détail de la téléphonie fixe.

8 juin 2007 : consultation publique sur les référentiels de coûts des opérateurs mobiles métropolitains utilisés dans le cadre de la tarification du service de terminaison d'appel vocal mobile.

13 juin 2007 : consultation publique sur les informations relatives à la qualité du service universel postal.

14 juin 2007 : consultation publique relative au réexamen des obligations imposées à France Télécom au titre des communications vers les services à valeur ajoutée.

20 juin 2007 : consultation publique relative au projet de décision sur la modification des obligations imposées à France Télécom sur les marchés du transit interterritoires.

4 juillet 2007 : consultation publique sur la détermination des contributions définitives au financement du service universel au titre des années 1997 à 2000.

13 juillet 2007 : consultation publique relative aux enjeux liés aux nouvelles fréquences pour les réseaux d'accès aux services de communications électroniques.

24 juillet 2007 : consultation publique relative à l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles d'outre-mer.

24 juillet 2007 : consultation publique relative à l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles en métropole.

26 juillet 2007 : consultation publique relative à la situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et à leur régulation éventuelle.

26 juillet 2007 : consultation publique relative à la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique.

10 octobre 2007 : consultation publique relative au modèle de coût des fournisseurs d'accès à Internet.

26 octobre 2007 : consultation publique relative à la définition du calendrier de restitution des états comptables imposé à Orange France, SFR, Bouygues Télécom, Orange Caraïbe et SRR pour la période 2008-2010 en raison de leur influence significative sur les marchés de gros de la terminaison d'appel sur leur réseau respectif.

29 novembre 2007 : consultation publique relative aux règles de comptabilisation en application de l'article L.5-2, 6 du code des postes et des communications électroniques.

30 novembre 2007 : consultation publique relative aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à TDF.

30 novembre 2007 : consultation publique relative à l'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès.

3 décembre 2007 : consultation publique concernant le taux de rémunération du capital des activités régulées du secteur fixe, du secteur mobile et du secteur de la télédiffusion.

6 décembre 2007 : consultation publique relative à la portabilité des numéros mobiles en métropole (méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés à la portabilité des numéros mobiles).

19 décembre 2007 : consultation publique relative à l'analyse des marchés de gros du haut débit et du très haut débit.

19 décembre 2007 : consultation publique sur la qualité des services téléphoniques fixes.

24 décembre 2007 : consultation publique sur les règles qui seront employées pour l'application des méthodes mentionnées aux articles R. 20-33 à R. 20-39 du CPCE pour l'évaluation du coût du service universel de l'année 2006.

3.2 Réunions et comités

3.2.1 Les groupes de travail

L'Autorité anime de nombreux groupes de travail, sur des sujets techniques parfois pointus. Ces lieux d'échange permettent de dialoguer, notamment avec les opérateurs, afin d'aborder certains problèmes et de réfléchir aux moyens d'y remédier.

A titre d'exemple, le comité d'experts pour l'introduction de nouvelles techniques dans la boucle locale, créé en 2002, rassemble des opérateurs dégroupant la boucle locale cuivre, les principaux équipementiers et l'opérateur historique France Télécom. Présidé par Catherine Mancini (Alcatel-Lucent), il a vocation à émettre des avis sur les questions techniques relatives à l'introduction de technologies nouvelles dans la boucle locale. En 2007, il a ainsi rendu des avis favorables concernant l'introduction de la technique ADSL2+ au sous-répartiteur,

l'introduction de la technique VDSL2 dans la boucle locale de France Télécom et l'introduction de la technique E-SDSL au répartiteur.

Dans le secteur postal, l'Autorité a animé, en 2007, un groupe de travail sur les aspects techniques et opérationnels susceptibles de faciliter la mise en œuvre du principe d'accès aux boîtes aux lettres particulières dans les immeubles avec les acteurs concernés (opérateurs, représentants de gestionnaires d'immeubles) avant de lancer une consultation publique sur le sujet²¹.

21 - Cf. partie 1, chapitre 1, E.

3.2.2 Les commissions consultatives spécialisées

La Commission consultative des réseaux et des services de communications électroniques (CCRSCE) et la Commission consultative des radiocommunications (CCR), commissions consultatives placées auprès du ministre chargé des communications électroniques et de l'ARCEP par la loi du 26 juillet 1996²², sont les lieux de la concertation institutionnelle en matière de télécommunications.

22 - Art. L.33-4 du CPCE.

Un décret détermine la composition, les attributions et les conditions de fonctionnement des deux commissions consultatives²³ dont l'Autorité assure le secrétariat.

23 - Décret n°2005-399 du 27 avril 2005, JO du 30 avril 2005.

Elles sont composées de représentants des fournisseurs de services, de représentants des utilisateurs de services, et de personnalités qualifiées, nommés pour trois ans par le ministre.

Ces commissions sont spécifiquement chargées d'examiner les projets de textes réglementaires relatifs à la téléphonie mobile d'une part, et aux réseaux et services de communications électroniques d'autre part. Elles sont consultées par le ministre chargé des communications électroniques ou par l'ARCEP sur tout sujet relevant de leur domaine de compétence.

La CCR s'est réunie à trois reprises en 2007. Elle s'est principalement consacrée à la mise en place d'un groupe de travail sur le dividende numérique. Elle a aussi porté son attention sur les modalités de mise en œuvre de l'appel à candidatures pour la 4^e licence 3G. La composition de la CCR a été fixée par un arrêté début 2007, reconduisant Marc Houéry, ingénieur des télécommunications honoraire, dans sa fonction de président.

La CCRSCE a tenu réunion une fois en 2007, sous la présidence d'Alain Bravo, directeur général de Supélec. Des questions liées à la conservation du numéro à l'outre-mer, aux services à valeur ajoutée ou encore à la pratique du rappel automatique depuis un publicophone ont fait l'objet d'une consultation par l'Autorité. Nommé en 2008, Charles Rozmaryn est le nouveau président de la CCRSCE.

Il n'existe pas d'instance équivalente dans le secteur postal.

3.2.3 Le comité de l'interconnexion et de l'accès

Il est composé de représentants des opérateurs de réseaux, actifs sur le marché de l'interconnexion, de fournisseurs de services ainsi que d'associations de consommateurs, nommés par décision de l'ARCEP. Le président de l'Autorité en assure la présidence, l'ARCEP le secrétariat.

Le comité de l'interconnexion et de l'accès est un lieu de discussion et d'échange entre les acteurs du secteur sur les sujets d'actualité relatifs à l'interconnexion fixe ou mobile.

En 2007, il s'est réuni à quatre reprises. Le projet de décision de l'Autorité sur la terminaison d'appel vocal mobile, les travaux préparatoires au 2^e cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe, ainsi que les services à valeur ajoutée²⁴ et la publiphonie (pratique du rappel automatique²⁵), y ont fait l'objet de discussions.

4. Les relations avec le Parlement, les juges, les pouvoirs publics et les autres institutions publiques

Comme toutes les institutions de l'Etat, l'Autorité fait l'objet d'un contrôle par le Parlement (son président a ainsi été auditionné à plusieurs reprises en 2007 par des parlementaires ou des commissions parlementaires), ainsi que par le pouvoir judiciaire (une quinzaine de ses décisions ayant fait l'objet, en 2007, d'un recours).

Par ailleurs, l'Autorité entretient avec le gouvernement, le Conseil de la concurrence et les autres institutions publiques, des contacts réguliers.

4.1 Le contrôle parlementaire

4.1.1 Le contrôle des activités de l'Autorité par le Parlement

Les parlementaires exercent un pouvoir de contrôle sur les activités de l'Autorité. Ce pouvoir est nécessaire pour garantir l'indépendance du régulateur. Quelles formes le contrôle parlementaire prend-il²⁶?

- ◆ l'obligation d'adresser au Parlement chaque année un rapport public d'activité établi avant le 30 juin et rendant notamment compte de l'application des dispositions législatives et réglementaires dans les secteurs des télécommunications et des postes;
- ◆ le devoir de rendre compte de ses activités et de ses résultats devant les commissions parlementaires permanentes compétentes, à leur demande. Ces dernières peuvent consulter l'ARCEP sur toute question relevant de sa compétence.

En 2007, Paul Champsaur, président de l'Autorité, a ainsi été auditionné à plusieurs reprises :

- ◆ en mars, par Bruno Retailleau, rapporteur de la commission des Affaires économiques du Sénat, pour faire un point sur le bilan et les compétences de l'ARCEP;
- ◆ en octobre, par la commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire de l'Assemblée nationale, au sujet de la directive postale et de la couverture numérique du territoire (téléphonie mobile et Internet haut débit);
- ◆ en novembre, par la commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire de l'Assemblée nationale, sur la loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs.

Paul Champsaur a également été consulté par la commission parlementaire du dividende numérique en janvier 2008²⁷.

24 - *Décision de l'ARCEP n°07-0213 du 16 avril 2007, homologuée par le ministre.*

25 - *Cf. communiqué de l'Autorité du 9 mars 2007 sur les résultats d'une consultation publique sur l'opportunité de faire cesser l'usage des mécanismes de rappel automatique au départ des publiphones.*

26 - *Art. L. 135 du CPCE.*

27 - *L'intervention du président est disponible sur le site Internet de l'Autorité : www.arcep.fr.*

4.1.2 Les relations avec la Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques (CSSPCE)

28 - Loi n° 90-568 du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications.

La Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques (CSSPCE) a été créée par la loi du 2 juillet 1990²⁸ avec la volonté d'établir un nouveau mode de contrôle parlementaire dans le secteur des postes et des télécommunications.

Elle est composée de sept députés, de sept sénateurs et de trois personnalités qualifiées.

Sa mission est de garantir la qualité et l'adaptation du service public dans deux domaines économiques issus d'un monopole de l'Etat. A ce titre, elle peut saisir l'ARCEP pour que celle-ci contrôle le respect par les opérateurs et les prestataires postaux de leurs obligations de service public.

Elle est également consultée sur la réglementation des secteurs de la poste et des communications électroniques (projets de directives, projets de lois).

4.2 Le contrôle des juges

Toutes les décisions prises par l'Autorité sont susceptibles de recours soit devant les juridictions administratives, soit devant la Cour d'appel de Paris.

4.2.1 Le recours devant les juridictions administratives

En sa qualité d'autorité administrative, l'ARCEP prend des décisions dont le contrôle juridictionnel relève des juridictions administratives :

- ◆ en vertu de l'article R.311-1 du code de justice administrative, les décisions de l'ARCEP (c'est-à-dire du Collège qui incarne l'Autorité) relèvent directement du Conseil d'Etat. Tel est le cas, par exemple, des décisions d'analyse de marché, de celles affectant ou refusant des fréquences, ou du plan de numérotation. De même, les décisions de sanction prises par l'Autorité peuvent faire l'objet d'un recours de pleine juridiction ou d'une demande de suspension devant le Conseil d'Etat²⁹. Les décisions de rejeter une demande de sanction initiée par un tiers³⁰ peuvent également être attaquées devant le Conseil d'Etat;
- ◆ les décisions du président de l'Autorité, prises en vertu de ses pouvoirs propres, telles que celles qu'il prend en sa qualité d'ordonnateur des dépenses et des recettes de l'ARCEP³¹ comme les décisions du directeur général des services de l'Autorité, relèvent de la compétence du tribunal administratif.

Sept décisions ont fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat et six devant le tribunal administratif de Paris en 2007.

4.2.2 Le recours devant la Cour d'appel de Paris

Les décisions de l'Autorité statuant sur les règlements de différends présentent une particularité : elles relèvent de la compétence de la cour d'appel de Paris³².

Le Conseil Constitutionnel a reconnu³³ que cette dérogation au principe fondamental reconnu par les lois de la République selon lequel ressortissent de la compétence de la juridiction administrative l'annulation ou la réformation des décisions prises, dans l'exercice de prérogatives de la puissance publique, par les autorités administratives, avait été prise dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice.

29 - CE, 17 mars 2006, Sté le Renseignement français n° 289403.

30 - CE, juillet 2000, Sté Copper Communication n° 199773.

31 - Art L.133 et D.291 du CPCE.

32 - Articles L.5-6 et L.36-8 du CPCE.

33 - Décision du Conseil constitutionnel 96-378 DC du 23 juillet 1996.

Les règles de procédures applicables devant l'ARCEP et la Cour d'appel pour les règlements de différends sont précisées aux articles R.11-1 à R.11-9 du CPCE³⁴.

La spécificité de cette procédure tient à ce que l'ARCEP, comme les parties, présente ses observations écrites et est convoquée à l'audience au cours desquels elle est amenée à s'exprimer. Elle s'explique par le fait que l'ARCEP, statuant en règlement de différend, n'est pas une autorité juridictionnelle³⁵ – qui ne saurait défendre son jugement devant son juge d'appel – mais bien une autorité administrative, qui défend la légalité de sa décision.

Un pourvoi en cassation contre une décision de la Cour d'appel est possible le cas échéant³⁶.

En 2007, un recours a été déposé devant la Cour d'appel de Paris contre une décision de règlement de différend, et une décision de cette même cour a fait l'objet d'un pourvoi devant la Cour de cassation.

4.3 Les relations avec le gouvernement

L'Autorité est saisie pour avis par le gouvernement sur des projets de loi ou de règlement relatifs aux secteurs des télécommunications et des postes. Cela a été le cas en octobre 2007 pour le projet de loi pour le développement de la concurrence au bénéfice des consommateurs³⁷, dite "loi Chatel".

Par ailleurs, l'Autorité est associée, à la demande du ministre chargé des communications électroniques³⁸ ou à celle du ministre chargé des postes³⁹, à la préparation de la position française dans les négociations internationales et participe à la représentation française dans les organisations internationales et communautaires compétentes.

Elle participe également aux commissions consultatives spécialisées telles que la CCRSCE et la CCR⁴⁰, aux côtés du représentant du ministre.

En outre, s'agissant du secteur des télécommunications, le champ d'application du pouvoir réglementaire dérivé de l'ARCEP est encadré par le ministre⁴¹. Ainsi, les décisions de l'Autorité précisant les droits et obligations afférents à l'exploitation de différentes catégories de réseaux et de services sont-elles soumises à son homologation.

4.4 Les relations avec les autres Autorités administratives indépendantes (AAI) et les autres institutions

4.4.1 Les relations avec le Conseil de la concurrence

Le Conseil est le gardien du droit de la concurrence et traite donc *a posteriori* les questions sectorielles liées aux télécommunications, à la télédiffusion et aux activités postales. Or, la régulation sectorielle dont l'ARCEP est responsable dans ces secteurs doit disparaître à mesure que la concurrence progresse pour céder la place, lorsque cela est justifié, au seul droit commun de la concurrence. La collaboration étroite entre le Conseil et l'Autorité est donc particulièrement importante.

C'est dans cet esprit que le CPCE a prévu des dispositions organisant les relations entre les deux institutions. L'ARCEP a ainsi l'obligation de recueillir l'avis du Conseil pour la définition des marchés pertinents et la désignation des opérateurs puissants dans le cadre des analyses de marché. Réciproquement, le Conseil

34 - En matière postale, ce sont les articles R.1-2-11 à R.1-2-13 du Code qui renvoient aux articles R.11-3 à R.11-6 et R.11-8 et R.11-9 du code.

35 - Ce qui n'empêche évidemment pas que, comme de nombreuses autorités administratives statuant sur des questions entrant dans le champ de l'article 6-1 de la Convention européenne des droits de l'homme, elle soit regardée comme un "tribunal" au sens de cet article.

36 - La Cour de cassation a admis, par ses décisions du 14 novembre 2000 Copper et du 5 mars 2002 Spacel Communications, la recevabilité d'un mémoire et des observations présentées pour l'Autorité, regardée comme défenderesse à la cassation.

37 - Avis de l'ARCEP n°07-0857 du 22 octobre 2007.

38 - Art. L.36.5 du CPCE.

39 - Art. L.5 du CPCE.

40 - Cf. partie 2, chapitre 2, C, 3°.

41 - Art. L.36.6 du CPCE.

doit saisir pour avis l'Autorité sur tout dossier dont il est saisi en matière de communications électroniques.

Par ailleurs, le président de l'ARCEP doit saisir le Conseil pour tout abus ou pratique anticoncurrentielle dont il aurait connaissance dans le secteur des communications électroniques et des activités postales.

En 2007, l'Autorité a émis des avis avant plusieurs décisions du Conseil de la concurrence :

42 - Avis de l'ARCEP
n°07-0112
du 8 février 2007.

- ◆ la demande de mesures conservatoires déposée par la société Emettel relative à des pratiques mises en œuvre par la société TDF dans le secteur de la diffusion de télévision hertzienne terrestre⁴²;

43 - Avis de l'ARCEP
n°07-0706
du 6 septembre 2007.

- ◆ les pratiques de France Télécom et d'Orange France sur le secteur de la distribution de la téléphonie mobile⁴³;

44 - Avis de l'ARCEP
n°07-0276
du 26 avril 2007.

- ◆ la demande de mesures conservatoires déposée par la société Towercast relative à des pratiques mises en œuvre par la société TDF⁴⁴;

45 - Avis de l'ARCEP
n°07-0130
du 15 février 2007.

- ◆ la demande de mesures conservatoires déposée par la société Solutel relative à des pratiques de la société France Télécom concernant les prestations d'ingénierie conseil et contrôle technique des infrastructures passives destinées au raccordement d'un immeuble au réseau de la société France Télécom⁴⁵;

- ◆ la saisine de Free sur le refus de France Télécom de lui donner accès à son réseau de génie civil pour le déploiement de la fibre optique⁴⁶.

4.4.2 Les relations avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

46 - Avis de l'ARCEP
n°07-0745
du 20 septembre 2007.

Les champs de compétences de l'ARCEP et du Conseil supérieur de l'audiovisuel sont distincts. En effet, le premier régit les infrastructures alors que le deuxième régit les contenus.

La collaboration entre l'Autorité et le CSA est néanmoins prévue par le cadre réglementaire. En effet, dans le cadre de règlements de différends, les deux instances peuvent se saisir pour avis⁴⁷. La demande d'avis est obligatoire lorsque les décisions de l'Autorité sont susceptibles d'avoir un effet notable sur la diffusion de services radio et de télévision⁴⁸.

47 - Art. L.36.8 du CPCE.

48 - Art. L.36.6 du CPCE.

En 2007, aucune décision du CSA n'a fait l'objet d'un avis de l'ARCEP, et le Conseil n'a émis aucun avis concernant une décision de l'Autorité.

4.4.3 Les relations avec les autres institutions

D'une manière générale, l'Autorité travaille avec d'autres institutions dès lors qu'il s'agit de traiter des sujets qui concernent aussi bien l'une que les autres.

En 2007, elle a entretenu des relations notamment avec :

- ◆ la Caisse des dépôts et consignation pour le service universel, haut débit, collectivités locales;
- ◆ la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), sur des problématiques liées à la protection de la vie privée pour les services de géo-localisation ou pour l'annuaire universel;
- ◆ la Commission de régulation de l'énergie (CRE), pour les questions concernant la technologie des courants porteurs.